

Communiqué de presse

TRADUCTION POUR INFORMATION – cette traduction est destinée à faciliter la compréhension de notre communiqué en langue anglaise publié sur notre site <http://www.standardandpoors.com> et est fournie à titre d'information uniquement.

S&P Global Ratings attribue les notes 'AA-/A-1+' à la Communauté urbaine de Dunkerque. La perspective est stable.

PARIS, le 21 juin 2017. S&P Global Ratings attribue les notes de référence à long terme 'AA-' et à court terme 'A-1+' à la Communauté urbaine de Dunkerque. La perspective est stable.

Perspective : Stable

La perspective stable reflète notre scénario central selon lequel la Communauté urbaine de Dunkerque sera en mesure de conserver des performances budgétaires fortes au cours des deux prochaines années, avec un taux d'épargne brute élevé et des besoins de financement modérés, tout en augmentant son effort d'investissement notamment avec son projet de transport à haut niveau de service (THNS).

Scénario pessimiste

Nous pourrions envisager d'abaisser les notes de la Communauté urbaine si les performances budgétaires se détérioraient de manière structurelle du fait d'un relâchement de la gestion financière.

Scénario optimiste

À l'inverse, nous pourrions envisager un relèvement des notes si la maîtrise des dépenses s'avérait encore plus étroite permettant à la Communauté urbaine de dégager des excédents de financement. Ce scénario optimiste intègre aussi une amélioration structurelle de la situation de liquidité par les excédents de financement et/ou le renforcement des facilités de trésorerie.

Synthèse

Les notes de la Communauté urbaine de Dunkerque (CUD) reflètent en premier lieu une gouvernance et une gestion financière fortes, qui devraient permettre à la collectivité d'augmenter ses dépenses d'investissement durant les deux prochaines années tout en maintenant de bonnes performances budgétaires. Néanmoins, le niveau d'endettement resterait relativement élevé. Par ailleurs, nous considérons que la CUD continuera de bénéficier d'un cadre institutionnel favorable.

La Communauté urbaine bénéficie d'une gouvernance et d'un cadre institutionnel favorables, tandis que l'économie locale reste un facteur neutre dans sa notation

L'économie de la CUD bénéficie de sa situation géographique et de son port industriel (troisième port en France en termes de trafic). Néanmoins, nous relevons une importante concentration industrielle, notamment dans les secteurs

de l'énergie, de la métallurgie et de la chimie. En 2015, l'industrie représentait 27% de l'emploi total dans la zone d'emploi de Dunkerque, contre 17% au niveau national. La prépondérance du secteur industriel se traduit par une concentration fiscale importante : les 10 premiers contributeurs à la cotisation foncière des entreprises (CFE) représentent 58% de son produit. Dès lors, nous considérons que l'économie locale est un facteur neutre dans sa notation, malgré des indicateurs socio-économiques élevés en comparaison internationale : le PIB par habitant (donnée départementale) s'élevait à 28 500 euros en 2014. Les perspectives de croissance restent conformes à celles des pairs nationaux.

La CUD affiche une stratégie financière claire partagée entre l'Exécutif et l'Administration, avec des objectifs budgétaires et d'endettement précis, notamment le maintien d'un taux d'épargne brute supérieur à 10% et une capacité de désendettement inférieure à 8 ans. La prospective financière réaliste et très détaillée intègre le respect de ces objectifs. Par ailleurs, la CUD a mis en place un pilotage budgétaire renforcé, notamment en ce qui concerne les dépenses de personnel et les charges à caractère général qui sont par nature peu flexibles. Nous relevons également une gestion prudente et active de la dette et de la trésorerie, avec notamment un plan prévisionnel de trésorerie détaillé. Grâce à cette gestion financière de qualité, la Communauté urbaine devrait maintenir de bonnes performances budgétaires durant les deux prochaines années, tout en augmentant son effort d'investissement.

Nous considérons que le cadre institutionnel et financier des communautés urbaines françaises est « très prévisible et équilibré ». En comparaison internationale et nationale, elles disposent de manière générale de marges budgétaires suffisantes pour ajuster leurs recettes à leurs dépenses, ce qui leur permet de mieux contrebalancer la baisse des dotations de l'Etat. Nous estimons que la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République, qui comprend des transferts de compétences obligatoires des communes vers leur intercommunalité, a eu un impact budgétaire très modéré pour la CUD.

Des performances budgétaires fortes permettront à la CUD de maintenir un endettement modéré tout en augmentant son effort d'investissement

Au cours des deux prochaines années, nous estimons que la Communauté urbaine de Dunkerque maintiendra un taux d'épargne brute élevé, à 18,6% des recettes de fonctionnement en moyenne entre 2017 et 2019. Nous anticipons aussi une augmentation des dépenses d'investissement, qui devraient s'élever à 102 millions d'euros en moyenne annuelle entre 2017 et 2019, un niveau nettement supérieur aux réalisations de ces dernières années (81 millions d'euros en moyenne annuelle en 2015/2016). Cette hausse sera principalement liée au projet de THNS, qui vise à augmenter le nombre et la fréquence de passage des bus dans l'agglomération. Dès lors, la CUD devrait afficher des besoins de financement après investissements à partir de 2018, représentant 2,7% des recettes totales sur la période 2017-2019, contre des excédents de financement de 4% en moyenne durant la période 2015/2016.

Afin d'atteindre ces objectifs, nous estimons que la CUD bénéficie d'une flexibilité budgétaire moyenne générant des marges de manœuvre budgétaires en cas de besoin. Bien que la flexibilité en termes de dépenses d'investissement nous semble limitée par le projet de THNS, nous pensons que la Communauté urbaine utiliserait sa capacité à lisser les autres dépenses d'investissement si nécessaire, principalement celles du budget principal. Les dépenses d'investissement devraient représenter un niveau élevé de 21% des dépenses totales (attribution de compensation incluse) en moyenne sur la période 2017/2019. La flexibilité en termes de recettes est assez élevée pour les communautés urbaines en comparaison avec d'autres échelons territoriaux. En ce qui concerne la Communauté

urbaine, les recettes fiscales modifiables à la hausse devraient représenter 36% des recettes de fonctionnement entre 2017 et 2019 (attribution de compensation incluse).

Dans notre scénario central, l'endettement de la CUD continuerait à diminuer en 2017, après une légère réduction de la dette consolidée en 2016. Le recours à l'emprunt devrait augmenter à partir de 2018, mais nous considérons que la CUD sera en mesure de maintenir son taux d'endettement consolidé à 117% des recettes de fonctionnement en 2019, légèrement en-deçà du niveau de 2016 (119%), et ce tout en réalisant un effort d'investissement important. Par ailleurs, les intérêts de la dette resteraient modérés à moins de 4% des recettes de fonctionnement.

Nous estimons que la situation de liquidité de la CUD est satisfaisante. Au cours des 12 prochains mois, nous estimons que le solde moyen de trésorerie et les facilités de trésorerie de la CUD couvriront environ 100% du service de la dette. Par ailleurs, nous considérons que la CUD dispose d'un accès satisfaisant à la liquidité externe, qui se manifeste par la souscription régulière de prêts auprès d'un ensemble diversifié de banques domestiques. En outre, les collectivités locales françaises bénéficient de flux de trésorerie prévisibles et équilibrés, notamment les dotations de l'Etat et les reversements de fiscalité.

Les notes de la Communauté urbaine de Dunkerque reflètent également un niveau modéré d'engagements hors-bilan. Les entités « satellites », peu nombreuses, sont de faible surface financière. Bien que les garanties d'emprunt représentent plus de 130% des recettes de fonctionnement, celles-ci sont essentiellement octroyées à des organismes de logement social, dont le cadre institutionnel et financier limite les risques afférents.

Contact presse

- Armelle Sens, Paris, + 33 (0) 1 44 20 67 40
- armelle.sens@spglobal.com

Contacts analytiques

- Mehdi Fadli, Paris
- Christophe Doré
- Ghita Lamriki

Statistiques économiques et financières

Tableau 1

| Statistiques économiques et financières de la Communauté urbaine de Dunkerque | | | | | |
|---|-------|-------|-----------|-----------|-----------|
| | 2015 | 2016 | 2017 (SC) | 2018 (SC) | 2019 (SC) |
| (En millions d'euros) | | | | | |
| Recettes de fonctionnement | 307,6 | 309,6 | 312,6 | 318,3 | 318,7 |
| Dépenses de fonctionnement | 243,2 | 251,4 | 253,8 | 255,8 | 263,5 |
| Épargne brute | 64,4 | 58,2 | 58,7 | 62,4 | 55,3 |
| Épargne brute (% recettes de fonctionnement) | 20,9 | 18,8 | 18,8 | 19,6 | 17,3 |
| Recettes d'investissement | 33,0 | 32,7 | 45,9 | 22,0 | 32,3 |
| Dépenses d'investissement | 82,0 | 79,3 | 97,6 | 111,8 | 95,0 |
| Solde de financement après investissements | 15,4 | 11,6 | 7,1 | -27,4 | -7,5 |

Tableau 1

| Statistiques économiques et financières de la Communauté urbaine de Dunkerque (cont.) | | | | | |
|--|-------------|-------------|------------------|------------------|------------------|
| | 2015 | 2016 | 2017 (SC) | 2018 (SC) | 2019 (SC) |
| Solde de financement après investissements (% recettes totales) | 4,5 | 3,4 | 2,0 | -8,1 | -2,1 |
| Remboursement du capital de la dette | 23,2 | 26,9 | 28,9 | 30,8 | 33,0 |
| Emprunts nouveaux | 25,0 | 13,8 | 7,0 | 50,2 | 40,5 |
| Solde final | 17,1 | -1,5 | -14,8 | -8,0 | 0,0 |
| Recettes fiscales modifiables (% des recettes de fonctionnement)* | 34,8 | 34,5 | 35,1 | 36,4 | 37,1 |
| Dépenses d'investissement (% des dépenses totales)* | 18,2 | 17,4 | 20,6 | 22,8 | 19,8 |
| Dette directe en fin d'année** | 377,1 | 364,0 | 342,2 | 361,6 | 369,0 |
| Dette directe (% recettes de fonctionnement) | 122,6 | 117,6 | 109,5 | 113,6 | 115,8 |
| Dette consolidée | 382,6 | 369,0 | 347,1 | 366,2 | 373,3 |
| Dette consolidée (% des recettes de fonctionnement consolidées) | 124,4 | 119,2 | 111,1 | 115,0 | 117,1 |
| Charges financières brutes (% des recettes de fonctionnement) | 4,2 | 3,9 | 3,6 | 3,4 | 3,7 |
| PIB local par habitant (€, Département du Nord)*** | 28 825 | 29 281 | 29 882 | 30 662 | 31 441 |
| PIB national par habitant (€)*** | 32 804 | 33 332 | 33 935 | 34 743 | 35 540 |

SC - projections du scénario central de S&P Global Ratings, scénario le plus probable.

Source : Comptes 2015 et 2016 de la Communauté urbaine de Dunkerque retraités par S&P Global Ratings ; Projections S&P Global Ratings 2017-2019

*Attribution de compensation incluse

**Y compris la dette agence de l'eau récupérable

***Estimations S&P Global Ratings à partir de données Eurostat et Insee

Synthèse des scores

Tableau 2

| Synthèse des scores pour la Communauté urbaine de Dunkerque* | |
|---|------------------------------|
| Facteurs clés de notation | |
| Cadre institutionnel | Très prévisible et équilibré |
| Economie | Moyenne |
| Gouvernance et gestion financières | Fortes |
| Flexibilité budgétaire | Moyenne |
| Performances budgétaires | Fortes |
| Liquidité | Satisfaisante |
| Poids de la dette | Modéré |
| Engagements hors-bilan | Modérés |

*Les notes de S&P Global Ratings sur les collectivités locales sont fondées sur l'analyse de huit principaux facteurs listés dans le tableau ci-dessus, conformément à notre méthodologie. La partie A de notre méthodologie "Methodology For Rating Non-US Local And Regional Governments" publiée le 30 juin 2014 indique comment ces huit facteurs sont utilisés pour aboutir à la notation.

Statistiques : France

Sovereign Risk Indicators, 10 avril 2017

Méthodologie et rapport associés

- Methodology For Linking Long-Term And Short-Term Ratings - April 07, 2017
- Methodology For Rating Non-U.S. Local And Regional Governments, June 30, 2014
- Methodology And Assumptions For Analyzing The Liquidity Of Non-U.S. Local And Regional Governments And Related Entities And For Rating Their Commercial Paper Programs, October 15, 2009
- Use Of CreditWatch And Outlooks - September 14, 2009
- Public Finance System Overview: French Regions, January 08, 2016.
- Institutional Framework Assessments For Non-U.S. Local And Regional Governments, April 21, 2016

Conformément à nos procédures et politiques en vigueur, le comité de notation était composé d'analystes habilités à voter dans le cadre de ce comité, suffisamment expérimentés pour posséder le niveau approprié de connaissance et de compréhension de la méthodologie applicable (voir rubrique « Méthodologies et rapports associés » ci-dessus). Au début du comité, le président a confirmé que les informations fournies au comité par l'analyste principal avaient été transmises dans les délais impartis et s'avéraient suffisantes pour que les membres du comité prennent une décision éclairée.

Après une introduction par l'analyste principal et la présentation de sa recommandation, le comité a débattu des facteurs clés de notation et des problématiques en jeu conformément aux critères applicables. Les facteurs de risque quantitatifs et qualitatifs ont été présentés et débattus à la lumière des résultats passés et des prévisions.

L'appréciation des facteurs clés de notation par le comité est reflétée dans le tableau « Synthèse des scores » publié ci-dessus.

Le président s'est assuré que chaque membre du comité ait l'opportunité d'exprimer son opinion. Le président ou un analyste désigné par lui a revu le projet de communiqué de presse pour s'assurer de sa conformité avec les décisions prises par le comité. L'opinion et les décisions du comité de notation sont résumées dans le présent communiqué de presse.

Aucun contenu (y compris les notations, l'analyse de crédit qui s'y rapporte ainsi que les données, modèles, logiciels et autres applications ou résultats qui en découlent) ou partie de contenu (le Contenu) ne peut être modifié, désassemblé, reproduit ou distribué sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, ou stocké dans une base de données ou un système d'extraction, sans autorisation écrite préalable de Standard & Poor's Financial Services LLC ou des entités qui lui sont affiliées (collectivement dénommées S&P). Toute utilisation du Contenu à des fins non autorisées ou illégales est proscrite. Ni S&P, ni ses fournisseurs, ni encore leurs dirigeants sociaux, préposés, actionnaires ou mandataires (collectivement les Parties S&P) n'accordent aucune garantie quant à l'exactitude, l'exhaustivité, l'actualité ou la disponibilité du Contenu. Les Parties S&P ne sont pas responsables d'éventuelles erreurs ou omissions, quelle qu'en soit la cause, des résultats découlant de l'utilisation du Contenu ou de la sécurité ou la maintenance des données incluses par l'utilisateur. Le Contenu est fourni en l'état. LES PARTIES S&P N'ACCORDENT AUCUNE GARANTIE D'AUCUNE SORTE, EXPRESSE OU IMPLICITE, NOTAMMENT MAIS NON EXCLUSIVEMENT TOUTE GARANTIE CONCERNANT LA COMMERCIALISABILITÉ, L'ADÉQUATION À UNE FIN OU À UN USAGE DONNÉ, L'ABSENCE D'ERREUR OU DE DÉFAUT INFORMATIQUE, LE FONCTIONNEMENT ININTERROMPU DU CONTENU OU SA COMPATIBILITÉ AVEC TOUT LOGICIEL OU MATÉRIEL INFORMATIQUE. Les Parties S&P ne pourront en aucun cas être tenues responsables de quelque dommages, coûts, dépenses, frais juridiques ou pertes directs, indirects, accessoires, exemplaires, forfaitaires, punitifs, particuliers ou consécutifs que ce soit (notamment, mais non exclusivement, toute perte de revenu ou de gain et tout coût d'opportunité) liés à l'utilisation du Contenu, et ceci même si elles ont été informées de l'éventualité de tels dommages.

Les analyses relatives au crédit et à d'autres aspects, y compris les notations, ainsi que les déclarations incluses dans le Contenu, sont l'expression d'une opinion à la date à laquelle elles sont formulées et ne doivent en aucun cas être considérées comme une information factuelle. Les opinions, analyses et décisions de reconnaissance de notes (décrites ci-après) de S&P ne sont pas des recommandations d'acheter, conserver ou vendre de quelconques titres ou de prendre une quelconque décision d'investissement, et ne portent pas sur le caractère approprié d'une quelconque valeur mobilière. S&P n'a aucune obligation de mettre à jour le Contenu après publication sous quelque forme que ce soit. Le Contenu ne doit pas être le fondement d'une décision d'investissement ou commerciale et n'est pas destiné à remplacer les compétences, le jugement et l'expérience de l'utilisateur, ses dirigeants, préposés, conseillers et/ou clients à cet égard. S&P n'intervient pas en qualité de fiduciaire ou de conseiller en investissement, sauf sur les territoires où il est immatriculé comme tel. S&P utilise des informations en provenance de sources qu'il estime fiables mais ne conduit toutefois aucun audit, ne procède à aucune vérification indépendante à l'égard de ces informations et ne contracte aucune obligation à ce titre.

Dans le cas où des autorités réglementaires autorisent une agence de notation à reconnaître dans un pays une note émise dans un autre pays à certaines fins réglementaires, S&P se réserve le droit d'attribuer, retirer ou suspendre une telle reconnaissance à tout moment et à son entière discrétion. Les Parties S&P déclinent toute obligation découlant de l'attribution, du retrait ou de la suspension d'une telle reconnaissance et toute responsabilité en cas de préjudice prétendument subi en conséquence.

Certaines activités de S&P sont conduites au sein d'unités séparées afin de préserver l'indépendance et l'objectivité de leurs activités respectives. De ce fait, certaines unités de S&P peuvent disposer d'informations qui ne sont pas accessibles à d'autres. S&P a mis en place des politiques et des procédures visant à préserver la confidentialité de certaines informations non publiques obtenues au cours de chaque processus analytique.

S&P peut être rémunéré pour ses notations et certaines analyses relatives au crédit. Cette rémunération est en principe payée par l'émetteur des titres, par les établissements souscripteurs ou par les débiteurs. S&P se réserve le droit de publier ses opinions et analyses. Les notes et analyses publiques de S&P sont disponibles sur son site Web www.standardandpoors.com (gratuitement), ainsi que sur www.ratingsdirect.com et www.globalcreditportal.com (sur abonnement), et peuvent être diffusées par d'autres moyens, y compris par des publications S&P et par l'intermédiaire de redistributeurs tiers. Des informations complémentaires concernant les tarifs de nos notations peuvent être consultées sur www.standardandpoors.com/usratingsfees.

Copyright © 2017 Standard & Poor's Financial Services LLC. Tous droits réservés.